



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX

Lieu-dit Lugins
77486001
77141 Vaudoy-en-Brie

Références : E24 2669
Code AIOT : 0006517332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 de la carrière de matériaux calcaires 77486001 exploitée par les sociétés CALCAIRES DE LA BRIE et CEMEX à VAUDOY EN BRIE (77). L'inspection a été annoncée le 16/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES DE LA BRIE +CEMEX
- Lieu-dit Lugins 77486001 77141 Vaudoy-en-Brie
- Code AIOT : 0006517332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est autorisée pour 30 ans, remise en état compris à compter du 29 mars 2017.
La remise en état prévue est une remise en état agricole.

Thèmes de l'inspection :

- Équipements annexes,
- Dérivation des eaux de ruissellement,
- Installations de traitement,
- Garanties financières,
- Fronts d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Équipements annexes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Caractéristiques des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	25/10/25
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.10	Sans suite	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.10	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les exploitants doivent poursuivre les aménagements permettant le détournement des eaux de ruissellement afin qu'elles ne parviennent pas dans la zone en extraction.

L'émissaire n'est pas en place dans le bassin G.

Les garanties financières de Calcaires de la Brie n'ont pas été renouvelées six mois avant leur échéance.

L'installation de traitement primaire doit être déplacée avant octobre 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Si nécessaire, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.</p>
Constats : <p>Un fossé de détournement des eaux de ruissellement venant du Sud de la zone en cours d'exploitation a été réalisé. Les exploitants proposent la mise en place d'un merlon de stériles au Nord, ce qui n'empêcherait pas l'eau de ruissellement de s'infiltrer sous ce merlon et de rejoindre la fouille.</p> <p>L'inspection rappelle la prescription contrôlée : "Si nécessaire, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone." (cf arrêté préfectoral et arrêté ministériel)</p> <p>Dans le cas de cette carrière le détournement des eaux de ruissellement a plusieurs intérêts :</p> <ul style="list-style-type: none">- réduire le volume d'eau présent en fond de fouille à l'eau de pluie tombant sur le carreau,- limiter les venues d'eaux latérales (comme celles constatées au Sud lors d'une précédente inspection) qui peuvent être source d'instabilité des talus,- séparer les eaux de pluies des eaux de la nappe dans le cadre du rabattement de nappe. <p>L'inspection souhaite que les exploitants détournent les eaux venant du Nord, mais aussi de l'Est pour éviter que l'eau dévale la piste vers la fouille.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les exploitants doivent également détourner les eaux venant du Nord, mais aussi de l'Est pour éviter que l'eau dévale la piste vers la fouille. .</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Équipements annexes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Équipements annexes
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début de l'exploitation, il est mis en service les équipements annexes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -une ou plusieurs aires étanches pour le ravitaillement des engins reliées à un décanteur-déshuileur. Ces aires sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif à l'exploitation de carrière. -L'arrivée d'eaux d'exhaure doit se faire par un émissaire équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. -Une base vie est mise à la disposition d'environ 20 personnes. Cette base vie est notamment pourvue de toilettes raccordées à un système d'assainissement individuel. <p>Avant la mise en route de la deuxième installation de pré traitement, un laveur de roues et un poste de pesée seront installés avant la sortie de site aménagée au croisement entre la RD 209 et le CR du « Bois des Lugins ». Le chemin reliant le laveur de roues à la sortie de site sera réalisé en enrobé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La base vie est présente et alimentée en électricité. Des travaux de plomberie sont en cours Le nombre de vestiaires n'a pas été vérifié. L'émissaire équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement n'est pas en place dans le bassin G. L'inspection rappelle que c'est un préalable à la mise en route du rabattement de la nappe. Le rabattement de la nappe est en service, les exploitants expliquent que cet émissaire est commandé et sera livré à la fin du mois de novembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les exploitants doivent adapter le nombre d'engins présents sur la carrière de Vaudoy à la capacité de stationnement de l'aire étanche. Les exploitants doivent fournir un justificatif de la mise en place de l'émissaire dans le bassin G.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Front d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 3.10

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des terrains

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2024

Prescription contrôlée :

Les fronts de découverture ont une pente maximale de 45°.

Les fronts de gisement ont une pente maximale de 90°.

L'exploitation se fera via 2 fronts superposés, d'une hauteur maximale de 15 m chacun, avec une banquette intermédiaire horizontale d'une largeur suffisante pour permettre sans danger le travail et la circulation du personnel.

Constats :

L'inspection explique à nouveau qu'il doit toujours y avoir une banquette entre deux fronts quelle que soit la position de ceux-ci dans la carrière.

Les exploitants s'y engagent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Caractéristiques des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 1.3.4

Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2024

Prescription contrôlée :

Les matériels de concassage primaire et de scalpage en front d'extraction sont semi-mobiles : un groupe primaire pour la société CALCAIRES DE LA BRIE, un groupe primaire et un crible haute énergie pour la société CEMEX Granulats.

Les matériaux issus du pré traitement seront acheminés jusqu'aux installations de traitement de CALCAIRES DE LA BRIE et de CEMEX Granulats de PÉCY, régulièrement autorisées, via des bandes transporteuses.

Une production maximale annuelle de 1 600 000 tonnes d'équivalent produits finis est autorisée

(800 000 tonnes/an sur chaque installation de traitement de PÉCY).

Constats :

L'inspection insiste pour que le matériel de concassage soit déplacé dans la carrière de Vaudoy en Brie et que des bandes transporteuses acheminent les calcaires vers l'installation de traitement de Pécy, comme prévu par le dossier de demande d'autorisation et l'arrêté préfectoral autorisant son exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les exploitants doivent respecter ces dispositions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 25 octobre 2025

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 5.1 et article 5.2

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Sans suites

Prescription contrôlée:

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site.

Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations. La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales.

Article 5.2 :

Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Constats :

L'acte de cautionnement de la société Calcaires de la Brie a pour échéance le 28 mars 2025.

L'inspection constate que les garanties financières de la société Calcaires de la brie n'ont pas été

renouvelées six mois avant leur échéance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Calcaires de la Brie doit renouveler les garanties financières de la carrière de Vaudoy-en-Brie avant le 30 janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois